

# Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.



# MEMORIAL

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

## Zweiter Theil.

Öffentliche Acte  
verschiedener Art und nichtamtliche  
Mittheilungen.

N<sup>o</sup> 42.

## SECONDE PARTIE.

ACTES PUBLICS DIVERS  
ET PUBLICATIONS NON OFFICIELLES

Samstag, 13. August 1864.

SAMEDI, 13 août 1864.

**Rundschreiben an die Communal-Verwaltungen über die Organisation der Primärschulen während 1864 — 1865.**

Gemäß Art. 41 des Gesetzes vom 26. Juli 1843 über den Primär-Unterricht müssen die Communal-Verwaltungen zu Anfang nächstkünftigen Monats September über die Organisation der Schulen ihres Amtskreises während des Schuljahres 1864 — 1865 berathen.

Um die Regelmäßigkeit der fraglichen Deliberation zu sichern, werden die Communal-Verwaltungen durch Vermittlung des Hrn. Districts-Commissärs gedruckte Formulare zu den drei einzuliefernden Abschriften der Deliberation über die Organisation ihrer Schulen erhalten. Die Minute muß nach dem nämlichen Formular abgefaßt sein. Jeder der zwölf ersten Artikel besagten Formulars regelt einen der durch Art. 41 des erwähnten Gesetzes vorgesehenen Punkte, mit Rücksicht auf das Reglement innerer Ordnung über die Haltung der Schulen.

Art. 1 des Formulars zur Deliberation gibt, gemäß Nr. 1 des Art. 41 des Gesetzes vom 26. Juli 1843, die Anzahl der während 1864 - 1865 in der Gemeinde bestehenden permanenten und Winterschulen an.

Art. 2 bezeichnet den Sitz jeder Schule und  
II.

**Circulaire aux administrations communales relative à l'organisation des écoles primaires pour 1864 à 1865.**

Aux termes de l'art. 41 de la loi du 26 juillet 1843 sur l'instruction primaire, les administrations communales doivent, dès le commencement du mois de septembre prochain, délibérer sur l'organisation des écoles de leur ressort pour l'année scolaire 1864 à 1865.

Pour assurer la régularité de la délibération à prendre en cette occasion, les administrations communales recevront, par l'intermédiaire de M. le commissaire du district, des formulaires imprimés pour les trois copies à produire de la délibération organique de leurs écoles. Pour rédiger la minute de cet acte, l'on devra suivre le même formulaire. Chacun des douze premiers articles de ce formulaire règle l'un des points prévus par l'art. 41 de la loi suscitée, combiné avec le règlement d'ordre pour la tenue des écoles.

Ainsi l'art 1<sup>er</sup> du formulaire pour la délibération porte l'indication du nombre des écoles permanentes et des écoles temporaires qui seront établies dans la commune pour 1864 à 1865, conformément au n<sup>o</sup> 1 de l'art. 41 de la loi du 26 juillet 1843.

A l'art. 2 seront indiqués le siège de chaque

die während des kommenden Schuljahres zu ihrem Bezirk gehörigen Ortschaften.

Besitzt eine Section der Gemeinde kein Schullocal, so muß dies in dem dazu bestimmten, im Art. 3 des gedruckten Formulars frei gelassenen Raume, nebst der Art und Weise der Beschaffung eines solchen Locals angegeben werden.

Nach Art. 4 des Art. 41 des erwähnten Gesetzes muß Art. 4 der Deliberation die Namen der Mitglieder des bei jeder Schule angestellten Lehrpersonals enthalten. In der letzten Spalte der Tabelle zu Art. 4 des Formulars wird man angeben, ob das in der ersten Spalte der nämlichen Tabelle benannte Mitglied des Lehrpersonals einer Knaben- oder einer Mädchenschule oder einer gemischten gleichzeitig von Knaben und Mädchen besuchten Schule vorsteht.

Im Art. 5 des Formulars werden zuerst die im Art. 1 des Gesetzes über den Primär-Unterricht für alle Primärschulen vorgeschriebenen Unterrichtsgegenstände aufgezählt. Im zweiten Absätze des nämlichen Art. 5 werden eintretenden Falles die übrigen in einzelnen Schulen der Gemeinde, den Bedürfnissen des Schulbezirkes entsprechend eingeführten Unterrichtsgegenstände angegeben.

Art. 6 der Deliberation gibt das während 1864—1865 von jedem Mitgliede des bei den verschiedenen Schulen der Gemeinde angestellten Lehrpersonals zu beziehende Gehalt an.

Art. 7 erwähnt die Art und Beschaffung des Gesamtbetrages zur Besoldung des Lehrpersonals jeder Section, nach Maßgabe der Art. 23, 24 und 25 des Gesetzes über den Primär-Unterricht und des Beschlusses vom 29. Juni letztbin über die Vertheilung der auf 1864—1865 zu verrechnenden Subside zum Besten des Primär-Unterrichtes.

Gemäß dem im Art. 23 des Gesetzes aufgestellten Grundsatz wird das Gehalt der Lehrer zur Hälfte aus der Gemeindecasse bestritten, d. h. diese Hälfte wird aus den Einkünften der Ge-

école et les localités qui en dépendront pendant l'année prochaine.

Si l'une ou l'autre des sections d'une commune ne possédait pas de salle d'école, il faudrait faire mention de cette situation à l'espace en blanc, réservé à cette fin à l'art. 3 du formulaire imprimé, et la manière dont ce local sera fourni devrait aussi y être exprimée.

Conformément au n° 4 de l'art. 41 de la loi citée, l'art. 4 de la délibération doit porter les noms de l'instituteur de chaque école. Dans la dernière colonne du tableau de l'art. 4 du formulaire imprimé, l'on indiquera si le membre du personnel enseignant dénommé à la première colonne du même tableau, est préposé à une école de garçons, à une école de filles, ou à une école mixte fréquentée à la fois par des garçons et des filles.

Les matières à enseigner dans toutes les écoles primaires au prescrit de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi sur l'instruction primaire, sont d'abord énumérées à l'art. 5 du formulaire. Au second alinéa de cet article devront être indiquées, le cas échéant, les autres branches à enseigner dans certaines écoles de la commune pour répondre aux besoins du ressort scolaire.

A l'art. 6 de la délibération à intervenir est porté le traitement dont jouira pendant 1864 à 1865 chacun des membres du personnel enseignant des différentes écoles de la commune.

L'art. 7 doit indiquer de quelle manière sera fournie la somme totale nécessaire pour payer le traitement du personnel enseignant de chaque section, en égard aux dispositions des articles 23, 24 et 25 de la loi sur l'instruction primaire, et de l'arrêté du 29 juin dernier portant répartition des subsides en faveur des écoles primaires imputables sur l'exercice 1864 à 1865.

En conformité du principe général consacré par l'art. 23 de la loi, la moitié du traitement des instituteurs est prise sur la caisse communale, c'est-à-dire, qu'elle est payée sur les revenus de

meinde oder der beteiligten Section bezogen, während die zweite Hälfte von den Eltern der schulpflichtigen Kinder als Schulgeld entrichtet wird.

Das zu Last dürftiger Eltern fallende Schulgeld wird ebenfalls von den Communal-Einkünften entnommen. (Art. 25 des Gesetzes.)

Die durch den Beschluß vom jüngstverwichenen 29. Juni bewilligten Subside zur passenden Einrichtung der Schulen und gehörigen Befoldung der Lehrer (Spalten 8 und 9 des jenem Beschluß angefügten Etats), werden vom Gesamtbetrage des für jede Schule zu zahlenden Gehaltes, und diejenigen, welche gemäß dem Beschlusse vom 8. Juli 1845 (Spalte 6 des nämlichen Etats) bewilligt sind, vom Betrage des durch die Eltern der Schüler zu entrichtenden Schulgeldes abgezogen oder auf die Communal-Einkünfte des betreffenden Schulbezirks verrechnet, nach Maßgabe der Bestimmung der 7. Spalte jenes Etats. Die Einkünfte der Stiftungen zu Gunsten des Primär-Unterrichts gewisser Ortschaften kommen in Abzug der von der Gemeinde zu bestreitenden Kosten (Art. 24 des Gesetzes), dies vorbehaltlich der Bestimmungen der Urkunden jener Stiftungen. Diese Einkünfte müssen in der betreffenden Rubrik des Art. 7 der Deliberation genau angegeben werden.

Nach Art. 11 des Gesetzes vom 11. Mai 1863 über die Pensionen der Mitglieder des Lehrpersonals der Primärschulen erleiden die einer geistlichen Gemeinschaft nicht angehörigen Lehrer und Unterlehrer einen Abzug von 3 pCt. und die Lehrerinnen und Unterlehrerinnen von 1 1/2 pCt. auf ihren respectiven Gehältern. Der Betrag dieser Abzüge muß unter der betreffenden Rubrik des Art. 7 der nämlichen Deliberation vermerkt werden; ebenso muß unter der folgenden Rubrik der Betrag der von der Gemeinde zur Pension der Lehrer zu leistenden Beistener von 2 pCt. des Gehaltes angeschrieben werden.

Da die Gemeinden sowohl den auf dem Gehalt der Mitglieder des Lehrpersonals zu machenden

la commune ou de la section intéressée, et l'autre moitié est fournie, à titre de rétributions scolaires, par les parents des élèves susceptibles de fréquenter l'école.

Les retributions scolaires incombant à des parents indigents, sont encore payées sur les revenus communaux. (Art. 25 de la loi.)

Les subsides accordés par l'arrêté du 29 juin dernier, pour que les écoles puissent être convenablement organisées et les instituteurs y proposés suffisamment rétribués (colonnes 8 et 9 de l'état compris au dit arrêté), sont déduits de la totalité du traitement à payer pour chaque école, et ceux accordés en conformité de l'arrêté du 8 juillet 1845 (6<sup>e</sup> colonne du même tableau) sont déduits de la somme à payer à titre de rétributions scolaires par les parents des élèves, ou imputés sur les revenus communaux du ressort scolaire intéressé, eu égard à la disposition portée à la 7<sup>e</sup> colonne du dit état. Les revenus des fondations établies en faveur de l'instruction primaire de certaines localités, viennent en déduction des frais à supporter par la commune (art. 24 de la loi), à moins qu'il n'y soit statué autrement par les actes institutifs de ces libéralités. Ces revenus doivent être indiqués exactement sous la rubrique afférente de l'art. 7 de la délibération à prendre.

Au prescrit de l'art. 11 de la loi du 11 décembre 1863 sur les pensions des membres du personnel enseignant des écoles primaires, les instituteurs et les sous-maîtres doivent subir une retenue de 3 %, et les institutrices et les sous-maîtresses qui ne font pas partie d'un ordre religieux subissent une retenue de 1 1/2 % sur leur traitement; le montant de ces retenues doit être porté sous le libellé y relatif de l'art. 7 de la même délibération, tout comme il faut porter sous la rubrique suivante le montant de la contribution de 2 % du traitement à fournir par la commune dans l'intérêt de la pension des instituteurs.

Les communes devront verser dans la caisse de l'État et la retenue faite sur le traitement des

Abzug, als ihre eigene Beisteuer in die Staatskasse zu entrichten haben, wird ebenfalls der von jedem Schulbezirk einzuzahlende Gesamtbetrag im besagten Artikel der Deliberation, wie es das gedruckte Formular ausweist, angegeben.

Der Art. 32 des Gesetzes erlaubt den Gemeinden den Lehrern das Minimum des Gehaltes oder ein höheres Gehalt, es sei nun gänzlich auf die Gemeindecinkünfte, oder ausschließlich zu Last der Eltern der schulpflichtigen Kinder zu bewilligen.

Da diese Abweichung von dem im Art. 24 des Gesetzes aufgestellten Grundsatz vorläufig von der zuständigen Behörde genehmigt werden muß, werden die betreffenden Communal-Verwaltungen bevor sie über die Schulorganisation von 1864—1865 beraten, die erforderliche Genehmigung unverzüglich durch eine motivirte Deliberation nachsuchen.

Gemäß Nr. 8 des Art. 41 des Gesetzes muß sich Art. 8 der Deliberation mit der Eintheilung der zahlungsfähigen Eltern behufs Betreibung der Schulgelder befassen.

Laut Nr. 9 des nämlichen Artikels des Gesetzes erhalten diejenigen Lehrer, denen die Gemeinde keine Wohnung stellt, eine diesfällige Vergütung.

Dieser Punkt ist durch Art. 9 der Deliberation über die Schulorganisation zu regeln.

Durch Rundschreiben des Regierungs-Collegiums vom 25. August 1843 (Mem. desselben Jahres S. 625) ist die den Lehrern zuerkannte Wohnungsvergütung auf monatlich 2 Gulden, also jährlich 24 Gulden oder Fr. 50,79 festgesetzt worden.

Da während der letzten zehn Jahre der Mietzpreis in gewissen Ortschaften bedeutend gestiegen ist, erfordert die Billigkeit, daß die Wohnungsvergütung der Schullehrer mit dem wirklichen Mietzpreise in Uebereinstimmung gebracht werde, damit die Mitglieder des Lehrpersonals nicht geüßigt werden, zur Beschaffung einer Wohnung

membres du personnel enseignant et leur propre contribution. Le total de la somme à verser pour chaque ressort scolaire sera aussi porté au dit article de la délibération, ainsi que le porte le formulaire imprimé.

L'art. 32 de la loi permet aux communes d'accorder aux instituteurs le traitement minimum ou des traitements plus élevés, soit intégralement sur les revenus communaux, soit exclusivement à la charge des parents des élèves susceptibles de fréquenter l'école.

Cette déviation au principe général consacré par l'art. 24 de la loi, devant être préalablement autorisée par l'autorité compétente, les administrations communales intéressées, avant de délibérer sur l'organisation des écoles pour 1864 à 1865, devront demander cette autorisation par une délibération motivée à prendre sans retard.

En conformité du n° 8 de l'art. 41 de la loi, l'art. 8 de la délibération doit s'occuper du mode de division en classes des parents solvables pour le recouvrement des rétributions scolaires.

Aux termes du n° 9 du même article de la loi, les instituteurs qui ne sont pas logés par la commune, doivent recevoir une indemnité de logement.

Ce point est à régler par l'art. 9 de la délibération organique des écoles.

Par la circulaire du Conseil de Gouvernement du 25 août 1843 (Mém. de la même année, page 625), l'indemnité de logement à payer aux instituteurs a été fixée à 2 florins par mois, lesaut 24 florins ou fr. 50,79 par an.

Le prix des loyers ayant considérablement augmenté dans certaines localités pendant les dix dernières années, l'équité exige que l'indemnité de logement des instituteurs soit partout mise en rapport avec le prix réel de location, afin que les membres du personnel enseignant ne soient pas contraints de sacrifier encore une partie de leur

für sich und Familie noch einen Theil ihres bescheidenen Gehaltes zum Opfer zu bringen.

Art. 10 der Deliberation wird die Aufzählung aller übrigen im Interesse der Schulen bewilligten Credite enthalten.

Falls während 1863 ein neues Schulhaus gebaut oder Haupt Reparaturen im Interesse der bestehenden Schulgebäude vorgenommen werden sollen, muß der dazu nöthige Credit unter die betreffenden Rubriken von Art. 10 angelegt werden.

Jedes Schulhaus erfordert jährlich gewisse gewöhnliche Reparaturen, als Ausbesserung des Daches, der Außenmauern, der Thüren und Fenster, sowie das Tünchen der Schule. Der zur Deckung aller hierdurch verursachten Kosten erforderliche Credit muß in der dritten Rubrik dieses Artikels angegeben werden.

Unter der folgenden Rubrik des nämlichen Artikels ist der Credit anzugeben, welcher zur Beschaffung des in gewissen Schulen mangelnden und zur Ausbesserung des bestehenden Mobiliars erfordert ist.

Zu Betreff des Unterhaltes des Mobiliars erfordert das wohlverstandene Interesse jeder Gemeinde, daß die Pulte, die schwarzen Tafeln, der Schrank, überhaupt das gesamte Mobiliar stets zu gehöriger Zeit ausgebessert werde, weil jede Versäumnis der betreffenden Ortschaft größeren Nachtheil bringt, indem zu schadhast gewordene Möbel in kostspieliger Weise durch neue ersetzt werden müssen.

Aus der Jugend Liebe zur Reinlichkeit, welche in der Gesellschaft so sehr zum Wohl des Menschen beiträgt, einzufloßen, müssen die Communal-Verwaltungen die erforderlichen Mittel zur täglichen Säuberung der Schulocale und zum Waschen der Fußböden, der Thüren und Fenster und des übrigen Mobiliars laut Art. 20 des Reglements über innere Ordnung bewilligen.

Die Gemeinden haben den Schulen nicht nur

modique traitement pour pouvoir se loger avec leur famille.

L'art. 10 de la délibération comprendra l'énumération de tous les autres crédits alloués dans l'intérêt des écoles.

Si pendant 1863 il doit être construit une nouvelle maison d'école, ou si dans l'intérêt de celles existantes, de grosses réparations doivent être effectuées, le crédit nécessaire à cette fin doit être porté sous les rubriques respectives de l'art. 10.

Chaque maison d'école demande annuellement des réparations ordinaires, telles que réparations de la toiture, des murs extérieurs, des portes, des fenêtres et blanchissage de l'école, le crédit pour couvrir les dépenses occasionnées par ces travaux doit figurer sous la troisième rubrique de cet article.

Sous la rubrique suivante du même article doit être porté le crédit nécessaire pour acquérir le mobilier manquant dans certaines écoles et pour faire réparer celui y existant.

Pour ce qui concerne l'entretien du mobilier, l'intérêt bien entendu de chaque commune exige que les bancs-pupitres, les tableaux noirs, l'armoire, enfin tout le mobilier, soit chaque fois réparé à temps utile, une négligence sous ce rapport occasionnant toujours une perte à la localité intéressée, parce que le mobilier trop dégradé doit être remplacé à grands frais par des objets nouveaux.

Pour habituer la jeunesse à l'amour de la propreté, qui contribue puissamment au bien-être de l'homme dans la société, les administrations communales doivent allouer les fonds nécessaires pour que chaque école puisse être nettoyée journellement, et que le plancher, les portes et les fenêtres ainsi que le mobilier en soient lavés conformément aux prescriptions de l'art. 20 du règlement d'ordre pour la tenue des écoles.

Les communes ne doivent pas seulement fournir

den nöthigen Bedarf an Brennholz zu stellen, sondern auch den Transport und das Sägen zu besorgen.

Die zu dieser Lieferung und zu besagten Arbeiten erfordernden Credite sind in der Deliberation unter den betreffenden Rubriken des Art. 10 anzusetzen.

Die im nämlichen Artikel der Deliberation über die Organisation der Schulen zu bewilligenden Credite zur Beschaffung der Bücher und des sonstigen Schulbedarfs der dürftigen Schüler, sowie der am Schlusse des Schuljahres zu vertheilenden Preise müssen im Verhältnis stehen zur Zahl der dürftigen und respective schulpflichtigen Kinder jeder Schule.

Art. 11 der Deliberation bestimmt die Eröffnung und den Schluß des Schuljahres, die Schulzeit der Winterschulen, die Dauer der Ferien, mit Rücksicht auf die im Art. 4 des Reglements über innere Ordnung der Schulen, und die gemäß Art. 55 des Gesetzes zu den öffentlichen Uebungen und zur Preisvertheilung am Schlusse des Schuljahres festgesetzten Tage, wovon der Schul-Inspector, laut Art. 14 des Reglements über innere Ordnung, fünfzehn Tage vorher zu benachrichtigen ist.

Art. 12 der Deliberation bestimmt die Schulstunden, die Spieltage, sowie die für jede Schule zum Religionsunterrichte angelegten Tage und Stunden.

Laut Art. 25 des Reglements über innere Ordnung muß der Unterricht des Vormittags wie des Nachmittags drei Stunden währen; falls Jahreszeit und Dürftigkeit es erheischen, können die Schulstunden so reducirt werden, daß die Schüler noch fünf Stunden täglichen Unterricht genießen.

Gemäß Art. 1 und 4 des nämlichen Reglements darf der Primär-Unterricht nur ruhen an den Sonntagen, den gesetzlichen Feiertagen und wo-

le bois de chauffage nécessaire aux écoles, elles doivent encore le faire transporter et scier.

Pour cette fourniture et pour ces travaux, les délibérations à intervenir doivent porter les allocations nécessaires sous les libellés afférents de l'art. 10.

Les sommes à allouer au même article de la délibération organique des écoles pour fourniture de livres et autre matériel de classe aux élèves indigents et pour la distribution des prix aux élèves à la fin de l'année scolaire, doivent être en rapport avec le nombre des enfants indigents et respectivement avec le nombre des élèves susceptibles de fréquenter chaque école.

Par l'art. 11 de la délibération sont fixés: le commencement et la fin de l'année scolaire; le temps pendant lequel seront tenues les écoles temporaires; la durée des vacances, eu égard à ce qui est stipulé à l'art. 4 du règlement d'ordre pour la tenue des écoles, et les jours fixés pour les exercices publics, pour la distribution des prix à tenir avant la clôture de l'année scolaire en conformité de l'art. 55 de la loi sur l'instruction primaire, et dont l'inspecteur d'école doit être prévenu quinze jours d'avance aux termes de l'art. 14 du règlement d'ordre pour la tenue des écoles.

A l'art. 12 de la délibération sont fixés les heures de classe, les jours de congé et les jours et heures à consacrer à l'enseignement religieux dans chaque école.

Aux termes de l'art. 25 du règlement d'ordre pour la tenue des écoles, les classes doivent durer trois heures avant midi et trois heures après midi; si les saisons et les localités l'exigent, les heures de classe peuvent être réduites, de manière que les élèves reçoivent encore cinq heures de leçons par jour.

Suivant les art. 1 et 4 du même règlement, l'enseignement primaire ne peut chômer que les jours de dimanche, de fête légale et de congé heb-

entlichen Spieltagen, welche letzteren nur einen halben Tag die Woche betragen.

In gewissen Ortschaften ruht der Unterricht auch an andern Tagen; es sind dies die örtlichen Kirchweihstage, die letzten Tage der Fastnachzeit, St. Nicolaustag und, nach Ortsverhältnissen, auch andere.

Die Communal-Verwaltungen werden wohl daran thun diese Tage festzusetzen und darauf zu achten, daß ohne ihre Einwilligung kein anderer Spieltag stattfindet. Sie sollen nur mit der größten Vorsicht einen außergewöhnlichen Spieltag bewilligen, weil jede Unterbrechung des Unterrichtes stets Nachtheile für die Jugend mit sich führt.

Gemäß Art. 52 des Gesetzes über den Primär-Unterricht werden die Tage und Stunden des Religions-Unterrichtes durch die Communal-Verwaltung im Einverständniß mit dem Geistlichen und dem Schul-Inspector festgesetzt.

Da die Intervention des Lehrers die Beilegung der etwaigen Schwierigkeiten bezweckt, welche bei Gelegenheit der Festsetzung jener Stunden sich erheben könnten, werden die Communal-Behörden denselben unweigerlich von jeder zwischen ihnen und dem Geistlichen entstandenen Uneinigkeit benachrichtigen.

Art. 13 der Delibération regelt das Verhältniß der 5 — 6jährigen und der mehr als 12jährigen Kinder zur Schule.

Gemäß Art. 9 des Reglements über innere Ordnung sind Kinder unter fünf Jahren von der Primärschule ausgeschlossen, während die über zwölf Jahre alten zugelassen werden können.

Das für schulbesuchende Kinder von 5—6 Jahren und für solche, die über 12 Jahre alt sind, zu entrichtende Schulgeld muß nach Kopf und Monat des Schulbesuches durch einen besondern Artikel der jährlichen Delibération über die Schulorganisation festgesetzt werden. Auch muß die diesen Schulgeldern, welche vom Communal-Einnahmer

domadaire, lesquels derniers sont d'une demi-journée par semaine.

Pour certaines localités les écoles chôment encore d'autres jours: ce sont ceux de la dédicace de l'endroit, les derniers jours de carnaval, la St Nicolas, et autres selon l'usage des lieux.

Les administrations communales feront bien de fixer ces jours et de veiller à ce que sans leur consentement il ne soit accordé aucun autre congé. Elles devront même n'autoriser qu'avec la plus grande réserve un congé extraordinaire, toute interruption de l'école étant toujours préjudiciable à la jeunesse.

Aux termes de l'art. 52 de la loi sur l'instruction primaire, les jours et heures pour l'enseignement religieux sont fixés par l'administration communale, qui doit s'entendre à ce sujet avec le ministre du culte et l'inspecteur d'école.

L'intervention de ce dernier étant principalement prévue pour faire cesser les difficultés qui pourraient survenir au sujet de la fixation de ces heures, les autorités communales doivent l'informer de suite de tout désaccord qui pourrait survenir entre elles et le ministre du culte.

A l'art. 13 de la délibération est réglée la position des enfants de 5 à 6 ans et de ceux au dessus de 12 ans vis-à-vis de l'école.

Aux termes de l'art. 9 du règlement d'ordre pour la tenue des écoles primaires, les enfants ayant moins de cinq ans ne peuvent être admis dans les écoles primaires; et ceux âgés de plus de douze ans peuvent y être admis.

Par un article spécial de la délibération annuelle organique des écoles, les rétributions scolaires à payer pour les enfants de 5 à 6 ans et pour ceux de plus de douze ans qui fréquentent l'école, doivent donc être fixées par élève et par mois de fréquentation. La destination que l'administration communale entend donner à ces rétributions, qui sont

auf Grund vorschriftsmäßig vollziehbar erklärter Kosten beigetrieben werden, von der Gemeindeverwaltung anzuweisende Bestimmung genau angegeben werden.

Der Schullehrer kann keineswegs gehalten werden die Kinder dieser Kategorie unentgeltlich zu unterrichten, wenn sein Gehalt nicht das durch Art. 22 des Gesetzes vorgesehene Minimum und respective das durch obenwähnten Beschluß vom jüngstverwichenen 29. Juli festgesetzte übersteigt, um ihn dieserhalb genügend zu entschädigen.

In Betreff des gemäß Art. 11 des Gesetzes vom 11. December 1863 vom Gehalt der Mitglieder des Lehrpersonals zu machenden Abzuges (3 pCt. für Lehrer, 1 1/2 pCt. für Lehrerinnen) und der von der Gemeinde zu entrichtenden Beisteuer von 2 pCt. dieses Gehaltes bleibt zu bemerken, daß das Gesetz über die Pensionen erst am 1. Januar d. J. in Kraft getreten, daß demgemäß der Abzug und die Beisteuer bloß von jenem Tage ab geschuldet ist, daß aber das den Mitgliedern des Lehrpersonals aufs Schuljahr 1863—1864 bewilligte Gehalt der Festsetzung des fürs ganze Jahr 1864 zu entrichtenden Betrages des Abzuges und der Beisteuer zu Grunde liegt.

Da die Gehälter der Schullehrer nicht durch den Staat liquidirt werden, kann die Regierung zu einer gesicherten periodischen Einnahme der zu bewerkstelligenden Abzüge nicht mitwirken; außerdem findet die Verziehung einer großen Anzahl von Lehrern gewöhnlich gegen den 1. October jeden Jahres statt; demgemäß kann der nach dem bis zu jenem Tage bezogenen Gehalte berechnete Abzug nur durch die Verwaltung der Gemeinde, in welcher die Lehrer oder Lehrerinnen die neun ersten Monate des Jahres zugebracht haben, regelmäßig für die letzten Monate des Jahres bewirkt werden.

Es ist also im Interesse der Regularität des Dienstes erfordert, daß der Abzug vom Gehalte der Mitglieder des Lehrpersonals während der neun ersten Monate des Dienstjahres fürs ganze

à recouvrer par le receveur communal sur rôles dûment rendus exécutoires, doit aussi être précisée.

En aucun cas l'instituteur ne pourrait-il être tenu à instruire gratuitement les enfants de cette catégorie, si le traitement dont il jouit ne dépassait pas le minimum prévu par l'art. 22 de la loi et respectivement celui fixé par l'arrêté susmentionné du 29 juin dernier, pour l'indemniser suffisamment de ce chef.

Pour ce qui concerne la retenue à faire en conformité de l'art. 11 de la loi du 11 décembre 1863 sur le traitement des membres du personnel enseignant (3 % pour les instituteurs et 1 1/2 % pour les institutrices), et la contribution de 2 % de ce traitement à verser par les communes, il y a lieu d'observer que la loi sur les pensions n'est entrée en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 1864, que la retenue et la contribution ne sont donc dues qu'à partir du même jour, mais que le traitement alloué aux membres du personnel enseignant pour l'année scolaire 1863 à 1864 sert de base pour fixer le montant de la retenue et de la contribution à payer pour l'année entière de 1864.

Comme les traitements des instituteurs ne sont pas liquidés par l'État, le Gouvernement ne peut intervenir pour assurer le recouvrement périodique de la retenue à opérer; d'un autre côté le déplacement d'un grand nombre d'instituteurs a ordinairement lieu vers le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année; la retenue calculée sur le traitement touché jusqu'à ce dernier jour ne peut donc être opérée régulièrement pour les derniers mois de l'exercice que par l'administration de la commune dans laquelle les instituteurs ou les institutrices ont passé les neuf premiers mois de l'année.

Dans l'intérêt de la régularité du service, il est donc nécessaire que la retenue sur le traitement des membres du personnel enseignant pour l'année scolaire entière soit faite pendant les neuf pre-

Schuljahr bewirkt werde, damit der Betrag dieses Abzugs nebst der Communal-Beisteuer in den ersten Tagen des Monats October in die Staatscasse entrichtet werden könne.

Wenn demnach z. B. ein Schullehrer während des Schuljahres 1864 — 1865 ein Gehalt von Fr. 600 bezöge, so würde die Communal-Verwaltung während der neun ersten Monate des Jahres 1865 den Abzug von 3 pCt. oder Fr. 18 zurückbehalten und diese Summe zugleich mit ihrer eigenen Fr. 12 betragenden Jahres-Beisteuer im October in die Staatscasse zahlen.

Laut Art. 11 der Verfassung sind die Luxemburger allein zu den Civil- und Militärämtern zulässig; da aber der Schullehrer und die Schullehrerin ein Gemeinde-Civilamt bekleiden, können die Communal-Verwaltungen solche Stellen nur durch geborne oder naturalisirte Luxemburger besetzen.

Da die Schullehrer, wenn sie ihre Pension nachsuchen, sich über ihre Dienste ausweisen müssen, haben die Communal-Verwaltungen jedem Titular eine Abschrift seines Ernennungs-Beschlusses, nach Genehmigung desselben, ausfertigen zu lassen.

Zur Vermeidung aller Schwierigkeiten in Betreff der Dienstunterbrechungen (Art. 5, Nr. 2 des Gesetzes vom 11. December 1863) ist erfordert, daß jeder Ernennungs- oder Entlassungs-Beschluß eines Mitgliedes des Lehrpersonals in Zukunft das Datum des Amtsantrittes und respective Austrittes angebe.

Ich ersuche die Communal-Verwaltungen, gegenwärtiges Rundschreiben zur Organisation der Schulen auf's Jahr 1864 — 1865, bei den Ernennungen und Entlassungen von Schullehrern und zur Vollziehung des Art. 11 des Gesetzes über die Pensionen nachzuachten.

Die Herrn Districts-Commissäre werden in Bezug auf diese drei Punkte für die Regularität des Dienstes Sorge tragen.

Engenburg den 3. August 1864.

Der General-Director der Justiz,  
H. BANNERUS.

II.

miers mois de chaque exercice, pour que pendant les premiers jours du mois d'octobre le montant en puisse être versé dans la caisse de l'État avec la contribution communale.

Ainsi, p. ex. si pour l'année scolaire 1864 à 1865 un instituteur jouissait d'un traitement de 600 francs, l'administration communale retiendrait la retenue de 3 % ou 18 frs. sur ce traitement pendant les neuf premiers mois de 1865, et en octobre de cette même année elle verserait cette somme dans la caisse de l'État avec sa propre contribution s'élevant à 12 francs pour l'année.

Aux termes de l'art. 11 de la Constitution, les Luxembourgeois sont seuls admissibles aux emplois civils et militaires; l'instituteur et l'institutrice remplissant un emploi communal civil, les administrations communales ne peuvent confier ces places qu'à des Luxembourgeois par la naissance ou par la naturalisation.

Les instituteurs devant justifier de leurs services lorsqu'ils demandent leur pension, les administrations communales doivent remettre à chaque titulaire une copie de son arrêté de nomination, dès que celle-ci sera approuvée.

Pour éviter toute difficulté par rapport aux interruptions de service (art. 5 n° 2 de la loi du 11 décembre 1863), il est nécessaire que tout arrêté de nomination ou de démission d'un membre du personnel enseignant porte désormais la date de son entrée en fonctions et respectivement celle à laquelle il doit cesser ses fonctions.

Je prie les administrations communales de se conformer à la présente pour l'organisation des écoles pendant l'année scolaire 1864 à 1865 pour les nominations et les démissions des instituteurs et pour l'exécution de l'art. 11 de la loi sur les pensions.

MM. les commissaires de district voudront bien veiller à la régularité du service sous ce triple rapport.

Luxembourg, le 3 août 1864.

Le Directeur-général de la justice,  
H. VANNERUS.

42a

**Bekanntmachung. — Studienbörsen.**

Ein Königl.-Großh. Beschluß vom 30. Juni d. J. genehmigt die Stiftung einer „Stipendium Dupont“ genannten, von Herrn Servatius Renckens, Desservanten zu Böwen, zu gründenden Studienbörse, und ist besagte Stiftung durch Act des Notars Klein zu Luxemburg vom 21. Juli d. J. verwirklicht worden.

Luxemburg, den 6. August 1864.

Der General-Director der Justiz,  
H. Vannerus.

**Avis. — Bourses d'études.**

Un arrêté royal grand-ducal du 30 juin dernier a autorisé l'établissement de la fondation d'une bourse d'étude dénommée « bourse Dupont » à instituer par le sieur Servais Renckens, curé desservant à Bavigne, et par acte reçu Klein, notaire à Luxembourg, en date du 21 juillet dernier, cette fondation a été établie.

Luxembourg, le 6 août 1864.

Le Directeur-général de la justice,  
H. VANNERUS.

**Bekanntmachung. — Versicherungsagent.**

Hr. M. Schuler, Schullehrer zu Hinkel, ist als Agent der Versicherungsgesellschaft « Les Propriétaires réunis » bestätigt worden.

Luxemburg den 11. August 1864.

Der General-Director der Finanzen,  
Ulveling.

**Avis. — Agent d'assurance.**

Le sieur M. Schuler, instituteur à Hinkel, a été agréé comme agent de la compagnie d'assurance « Les propriétaires réunis. »

Luxembourg, le 11 août 1864.

Le Directeur-général des finances,  
ULVELING.

Marktpreise. — 2. Hälfte des Monats Juli 1864.

| Bezeichnung<br>der Lebensmittel,<br>u. dgl. | Maße<br>oder<br>Gewicht. | Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von |                 |        |                |                  |         |         |                    |                    |  |  |  |
|---|--------------------------|--|-----------------|--------|----------------|------------------|---------|---------|--------------------|--------------------|--|--|--|
|   |                          | Burg.  | Diez-<br>kirch. | St. b. | G. d.<br>büch. | Echter-<br>nach. | Reinich | Merich. | Breben-<br>macher. | Fisch-<br>a. d. R. |  |  |  |
| Weizen . . . . .                            | Hectoliter               | 20 15  | 19 54           | 21 25  | 19 82          | 21 00            | 18 42   | "       | 18 75              | 20 55              |  |  |  |
| Mischelfrucht . . . .                       | —                        | 17 41  | 17 23           | 17 75  | 18 09          | 17 72            | 15 33   | "       | 17 50              | 18 80              |  |  |  |
| Roggen . . . . .                            | —                        | 15 25  | 14 26           | 15 52  | 13 75          | 15 00            | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Gerste . . . . .                            | —                        | 14 25  | 13 80           | "      | 12 38          | "                | 11 66   | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Spelz . . . . .                             | —                        | "  | "               | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Heidekorn . . . . .                         | —                        | "  | 10 68           | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Hafer . . . . .                             | —                        | 8 76   | 7 73            | 7 12   | 7 62           | 8 00             | 7 55    | "       | "                  | 9 00               |  |  |  |
| Erbsen . . . . .                            | —                        | 14 50  | 14 57           | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Bohnen . . . . .                            | —                        | "  | "               | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Linsen . . . . .                            | —                        | "  | "               | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Kartoffeln . . . . .                        | —                        | 5 60   | "               | "      | "              | 10 00            | 7 33    | 6 00    | "                  | "                  |  |  |  |
| Weizen-Mehl . . . . .                       | Kilogr.                  | 0 50   | 0 43            | 0 45   | 0 41           | 0 50             | 0 36    | 0 50    | "                  | 0 44               |  |  |  |
| Mischel-Mehl . . . . .                      | —                        | 0 38   | 0 34            | 0 35   | 0 29           | 0 40             | 0 32    | 0 40    | "                  | 0 35               |  |  |  |
| Roggen-Mehl . . . . .                       | —                        | 0 34   | 0 30            | 0 25   | "              | 0 30             | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Geschälte Gerste . . . .                    | —                        | 0 30   | "               | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Butter . . . . .                            | —                        | 1 64   | 1 65            | 1 91   | 1 62           | 1 64             | 1 60    | 1 53    | 1 60               | 1 50               |  |  |  |
| Eier . . . . .                              | Duzend.                  | 0 55   | 0 43            | 0 48   | 0 49           | 0 47             | 0 45    | 0 50    | 0 50               | 0 35               |  |  |  |
| Heu . . . . .                               | 100 Kilo.                | 10 50  | "               | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Stroh . . . . .                             | —                        | 6 50   | "               | "      | "              | "                | 4 00    | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Buchenholz . . . . .                        | Stere.                   | 10 50  | "               | "      | "              | "                | 6 50    | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Eichenholz . . . . .                        | —                        | 7 50   | "               | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Weichholz . . . . .                         | —                        | "  | "               | "      | "              | "                | "       | "       | "                  | "                  |  |  |  |
| Schafensfleisch . . . . .                   | Kilogr.                  | 1 20   | 0 93            | 1 00   | 0 90           | 0 80             | "       | 0 90    | "                  | "                  |  |  |  |
| Rind- od. Rindfleisch                       | —                        | 1 00   | 0 82            | 0 90   | 0 73           | 0 70             | 0 80    | "       | 0 80               | 0 80               |  |  |  |
| Kalb- od. Kalbfleisch . . .                 | —                        | 0 80   | 0 65            | 0 65   | 0 55           | 0 60             | 0 60    | 0 60    | 0 60               | 0 60               |  |  |  |
| Lamm- od. Lammfleisch . . .                 | —                        | 1 20   | 1 12            | 1 30   | 1 05           | 1 10             | 1 10    | 1 00    | "                  | "                  |  |  |  |
| Schweinefleisch . . . . .                   | —                        | 1 20   | 1 03            | 1 20   | "              | "                | "       | "       | "                  | 1 00               |  |  |  |

Druck von B.

Druck von B.